



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/926 ✓

S/22074

15 janvier 1991

ORIGINAL : ANGLAIS ET
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Points 35 et 153 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT
L'AGRESSION IRAQUIENNE ET LE MAINTIEN DE
L'OCCUPATION DU KOWEIT EN VIOLATION
FLAGRANTE DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-sixième année

Lettre datée du 14 janvier 1991, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte, en langues française et anglaise, de la déclaration que la Communauté européenne et ses 12 Etats membres ont publiée aujourd'hui sur la question du Golfe.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre des points 35 et 153 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Jean FEYDER

ANNEXE

Déclaration sur la crise du Golfe publiée à Bruxelles
le 14 janvier 1991 par les 12 Etats membres de la
Communauté européenne

A la suite d'une entrevue entre le Président du Conseil et le Secrétaire général des Nations Unies, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont pris connaissance de la substance des entretiens de Monsieur Pérez de Cuéllar avec le Président et le Ministre des affaires étrangères d'Iraq.

Ils notent que le Secrétaire général fera ce soir le même rapport sur sa mission au Conseil de sécurité des Nations Unies. Il appartiendra à ce dernier d'en évaluer les résultats.

Pour ce qui les concerne, la Communauté et ses Etats membres ont depuis le début de la crise du Golfe soutenu, sans réserve aucune, l'application intégrale et sans condition des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour explorer toutes les voies d'une solution pacifique conforme à ces mêmes résolutions. Dans cet esprit, la Communauté européenne avait marqué sa disponibilité à rencontrer en troïka ministérielle le Ministre iraquien des affaires étrangères, M. Tareq Aziz, dans la capitale de la présidence d'abord, à Alger ensuite.

A travers la déclaration de la présidence du 4 janvier 1991, les Douze avaient clairement indiqué qu'en cas d'application intégrale et inconditionnelle des résolutions du Conseil de sécurité, l'Iraq devrait recevoir la garantie qu'il ne ferait pas l'objet d'une intervention militaire.

Dans la même déclaration, la Communauté et ses Etats membres avaient également clairement confirmé leur engagement à contribuer activement au règlement des autres problèmes de la région et à y établir une situation de sécurité, de stabilité et de développement, dès lors que la crise du Golfe serait résolue.

A l'occasion du Conseil européen de Rome du 15 décembre 1990, la Communauté européenne et ses Etats membres avaient indiqué qu'ils demeuraient pleinement en faveur de la convocation d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient, au moment approprié.

Force est, malheureusement, de constater que la disponibilité ainsi manifestée à contribuer à une solution pacifique de la crise ouvrant la voie à un règlement équitable de tous les autres problèmes de la région n'a rencontré, jusqu'ici, aucune réponse des autorités iraqiennes.

Devant le refus persistant de ces dernières d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité et en l'absence de tout signe en ce sens, la Communauté européenne et ses Etats membres regrettent de constater que les conditions pour une nouvelle initiative européenne ne sont pas réunies pour l'heure.

L'invitation à M. Tareq Aziz pour un contact avec la troïka ministérielle reste toutefois sur la table.

La Communauté européenne et ses Etats membres sont conscients d'avoir fait tout ce qui était possible pour trouver une issue pacifique à la crise. Ils demeurent déterminés à explorer toutes les possibilités pour sauvegarder la paix dans le respect de la légalité internationale. Dans ce cadre, ils demandent aux pays et organisations arabes de continuer à déployer tous les efforts pour que les autorités irakiennes comprennent qu'il est de l'intérêt de l'Iraq, comme de l'ensemble du monde arabe, de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité.

Les ministres ont chargé la présidence de rester en contact étroit avec toutes les parties concernées.

Les ministres et leurs directeurs politiques resteront en consultation constante dans les jours qui viennent pour suivre l'évolution de la crise et prendre toutes les décisions qui s'imposent.
